

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE

PHASES **CANDIDATURE**-OFFRE

(Version phase candidature : des précisions pourront être apportées en phase offre sur ce présent règlement et seront clairement identifiées)

REHABILITATION DE LA RESIDENCE UNIVERSITAIRE DE L'HERMITAGE A SAINT-DENIS

AVEC AMELIORATION DES PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES

Maître de l'ouvrage :

Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Créteil

70 avenue du général de Gaulle

94000 Créteil



Marché n° 26-7101-057

La présente consultation est lancée conformément aux articles L2124-3 et R2161-12 à R2161-20 du Code de la commande publique, relatifs à la procédure avec négociation applicable aux pouvoirs adjudicateurs.

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ ET INTERVENANTS	4
1.1. Maître d’Ouvrage	4
1.2. Objet du marché	4
1.3. Allotissement	4
1.4. Décomposition en tranches optionnelles	4
1.5. Décomposition en parties techniques.....	4
1.6. Représentation des parties	5
1.7. Programmation	5
1.8. Contrôle technique	5
1.9. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs	5
1.9.1. Principes généraux.....	6
1.9.2. Autorité du Coordonnateur SPS	6
1.9.3. Libre accès du Coordonnateur SPS.....	6
1.9.4. Obligations du Maître d'œuvre.....	7
1.10. Coordination en matière de systèmes de sécurité d'incendie	7
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	8
2.1. Pièces contractuelles.....	8
2.2. Pièces à remettre au titulaire.....	8
ARTICLE 3. FORME DE NOTIFICATION ET INFORMATIONS AU TITULAIRE.....	9
ARTICLE 4. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
4.1. Protection de la main d’œuvre	10
4.2. Assurances.....	10
4.3. Obligations relatives à la sous-traitance	11
ARTICLE 5. DUREE DU MARCHÉ – DELAI D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	12
5.1. Durée du marché.....	12
5.2. Délais d’exécution	12
5.3. Réception des documents d’études	13
5.4. Vérifications et décisions	13
5.5. Délais d’exécution	14
5.6. Vérification des projets de décompte mensuels des entrepreneurs	15
5.7. Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur.....	15
ARTICLE 6. PRIX ET REGLEMENT	16
6.1. Contenu des prix	16
6.2. Forfait de rémunération.....	16
6.3. Modalités de variation des prix.....	16
6.4. Prestations supplémentaires.....	16
6.5. Modalités de règlement au titulaire	17
6.5.1. Régime de paiements	17
6.5.2. TVA.....	17
6.5.3. Modalités de règlement de l’acompte	17
6.5.4. Montant de l’acompte	17
6.5.5. Contenu de la demande de paiement.....	17
6.5.6. Décompte périodique.....	18
6.5.7. Acompte périodique.....	18
6.5.8. Solde	19
6.5.9. Répartition des paiements.....	20
6.5.10. Délais de paiement	20
6.5.11. Intérêts moratoires	20
6.6. Acomptes	20
6.6.1. Pour l'exécution des missions DIAG	20
6.6.2. Pour l'exécution des missions ESQ	Erreur ! Signet non défini.
6.6.3. Pour l'exécution de la mission APS.....	20
6.6.4. Pour l'exécution de la mission APD / PC.....	20
6.6.5. Pour l'exécution de la mission PRO + DQD.....	20
6.6.6. Pour l'exécution de la mission ACT	21
6.6.7. Pour l'exécution de la mission VISA	21

6.6.8.	<i>Pour l'exécution de la mission EXE</i>	21
6.6.9.	<i>Pour l'exécution de la mission DET</i>	21
6.6.10.	<i>Pour l'exécution de la mission AOR</i>	22
6.6.11.	<i>Pour l'exécution de la mission SSI</i>	22
6.6.12.	<i>Pour les prestations supplémentaires dont le contenu est fixé par ordre de service</i>	22
6.7.	Avance	22
ARTICLE 7.	PÉNALITÉS	23
7.1.	Pénalités sur les documents d'études	23
7.2.	Pénalités pour la phase travaux	23
7.3.	Pénalités diverses	24
ARTICLE 8.	ENGAGEMENTS ÉCONOMIQUES DU MAÎTRE D'ŒUVRE	25
8.1.	Définitions	25
8.2.	Évolutions de projet	25
8.2.1.	<i>Définitions des travaux supplémentaires ou modificatifs</i>	25
8.2.2.	<i>Modifications de catégories « A » et « B »</i>	25
8.2.3.	<i>Modifications de catégorie « C »</i>	26
8.3.	Avant la passation des marchés de travaux	26
8.3.1.	<i>Conditions économiques d'établissement</i>	26
8.3.2.	<i>1^e seuil de tolérance</i>	26
8.3.3.	<i>Coût prévisionnel définitif des travaux C (APD)</i>	27
8.3.4.	<i>Coût de référence des travaux C (réf)</i>	27
8.4.	Après la passation des marchés de travaux	28
8.4.1.	<i>Conditions économiques d'établissement</i>	28
8.4.2.	<i>3^e seuil de tolérance</i>	28
8.4.3.	<i>Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance</i>	28
8.4.4.	<i>Mesures conservatoires</i>	28
ARTICLE 9.	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	29
9.1.	Ordres de service	29
9.2.	Suivi de l'exécution des travaux	29
9.3.	Arrêt de l'exécution des prestations	29
9.3.1.	<i>Arrêt en fin de partie technique</i>	29
9.3.2.	<i>Arrêt en cours de partie technique</i>	30
9.4.	Achèvement de la mission	30
9.5.	Utilisation des résultats.....	30
ARTICLE 10.	RÉSILIATION	31
ARTICLE 11.	LITIGES ET DIFFERENDS	31
ARTICLE 12.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	32

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ ET INTERVENANTS

1.1. Maître d’Ouvrage

Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Créteil

70, avenue du général de Gaulle

94000 Créteil

1.2. Objet du marché

Le présent marché est un marché public de maîtrise d’œuvre soumis aux dispositions du Livre IV du Code de la commande publique relatives aux marchés publics de maîtrise d’ouvrage publique et de maîtrise d’œuvre privée, ainsi qu’à l’annexe 20 de l’arrêté du 22 mars 2019 définissant les missions de maîtrise d’œuvre.

Il a pour objet la réhabilitation de la résidence universitaire de l’Hermitage, située à :

Résidence universitaire de l’Hermitage

Rue du Stade de France

93200 Saint-Denis

L’opération porte notamment sur :

- La mise en conformité réglementaire (ERP, accessibilité, sécurité incendie, loi Tertiaire, PEDM) ;
- L’amélioration des performances thermiques et environnementales ;
- La restructuration architecturale et technique ;
- L’amélioration du confort des logements et des espaces communs ;
- L’optimisation du fonctionnement du site et de son exploitation future.

1.3. Allotissement

Le marché n’est pas alloti. Il sera conclu avec un prestataire unique, car des prestations distinctes ne peuvent être déterminées.

1.4. Décomposition en tranches optionnelles

Il n’est pas prévu de décomposition en tranches et les variantes ne sont pas autorisées.

1.5. Décomposition en parties techniques

Le présent marché est décomposé en parties techniques comme suit :

Partie technique	Mission	Type de mission
PT 1	DIAG	Complémentaire
PT 2	APS	Base
PT 3	APD + PC	Base
PT 4	PRO + DQD	Base
PT 5	ACT	Base
PT 6	EXE totale + Synthèse	Base

PT 6 bis	VISA	Base
PT 7	DET	Base
PT 8	AOR + DOE	Base
PT 9	GPA	Base
PT 10	SSI	Complémentaire
PT 11	OPC	Complémentaire

La MOE produit l'intégralité des EXE et la synthèse ; si des EXE d'entreprises sont exigés par marchés travaux, la MOE conserve la direction de la synthèse et délivre un VISA unique, les entreprises adaptent leurs plans aux fonds EXE MOE.

1.6. Représentation des parties

Les personnes représentant le titulaire sont désignées dans l'acte d'engagement.

Le maître d'œuvre s'engage, sauf démission ou force majeure, à maintenir ces personnes pendant toute la durée du marché.

Le maître d'ouvrage peut récuser un intervenant pour motifs sérieux (insuffisance professionnelle, comportement inadapté).

En cas de changement ou récusation, il sera fait application de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE 2021.

1.7. Programmation

La programmation / Assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée par :

MP CONSEIL - Agence Grand Est

7a rue de Lisbonne
67300 SCHILTIGHEIM
03 88 56 03 09

Représenté par Jérôme VOLMAR, Directeur opérationnel.

MP CONSEIL
CONSEIL ET ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE

1.8. Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé, dont la mission sera attribuée ultérieurement.

Le maître d'œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique, que le Maître d'Ouvrage lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

Il appartient au maître d'œuvre de proposer au maître d'ouvrage toutes les modifications du projet rendues nécessaires par les avis du contrôleur technique et de les mettre en œuvre aussi bien au stade des études que des travaux, sans rémunération complémentaire.

Le maître d'œuvre sera en constante relation étroite avec le contrôleur technique et il organisera toutes les réunions nécessaires (Visio, téléphone et présentiel) avec celui-ci pour répondre aux avis techniques et trouver les solutions adéquates.

1.9. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

L'opération du présent marché, au sens du Code du Travail, est classé en Catégorie 1.

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement.

Le Maître d'œuvre devra collaborer avec le coordonnateur SPS afin de suivre les principes généraux de prévention définies à l'article L.4121-2 du Code du Travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au Maître d'œuvre en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désignés dans le présent CCAP sous le nom de coordonnateur SPS.

Le maître d'œuvre doit tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du coordonnateur SPS, que le maître d'ouvrage lui aura notifié pour exécution, afin d'obtenir un accord sans réserve, tant au stade des études, que lors de la réalisation de l'ouvrage. Il appartient au maître d'œuvre de proposer au maître d'ouvrage toutes les modifications du projet rendues nécessaires par les avis du coordonnateur SPS et de les mettre en œuvre aussi bien au stade des études que des travaux, sans rémunération complémentaire.

Le maître d'œuvre sera en constante relation étroite avec le coordonnateur SPS et il organisera toutes les réunions nécessaires (Visio, téléphone et présentiel) avec celui-ci pour répondre aux observations et trouver les solutions adéquates.

1.9.1. Principes généraux

Le maître d'œuvre met en œuvre, en collaboration avec le coordonnateur, les principes généraux de prévention définis au Code du Travail. La nature et l'étendue des obligations qui incombent à l'équipe de maîtrise d'œuvre en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de "Coordonnateur SPS".

1.9.2. Autorité du Coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Le Maître d'œuvre s'oblige à répondre dans les 24 heures aux observations émanant du coordonnateur SPS et portant la mention « URGENCE » ou « DANGER » dans le registre journal.

1.9.3. Libre accès du Coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du Maître d'œuvre pour ses différentes réunions. Le maître d'œuvre doit lui donner également libre accès à toutes les réunions de Maîtrise d'œuvre avec diffusion du compte-rendu, et lui adresser toutes les études dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission.

1.9.4. Obligations du Maître d'œuvre

Le Maître d'œuvre devra communiquer directement au Coordonnateur SPS :

- Tous les documents relatifs aux avant-projets, au projet et aux études d'exécution ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Le calendrier détaillé d'exécution ;
- Participe au CISSCT si l'opération relève de la catégorie 1.

Le Maître d'œuvre informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission. Il s'engage à :

- Fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tous autres documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission ;
- Respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'œuvre donne suite pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au Maître d'Ouvrage ou à son représentant. Il arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS et vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.

1.10. Coordination en matière de systèmes de sécurité d'incendie

La mission du Coordonnateur SSI est défini dans les normes NFS 61-931 et NFS 61-932. Elle est incluse au présent marché de maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 2. Pièces constitutives du marché

2.1. Pièces contractuelles

En dérogation à l'article 4.1 du CCAG MOE, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- Pièces particulières :
 - L'acte d'engagement et ses annexes (dont la décomposition du prix par élément de mission et les déclarations de sous-traitance le cas échéant) ;
 - Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
 - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
 - Le programme de l'opération et l'ensemble de ses annexes ;
 - L'offre technique et le mémoire méthodologique du titulaire, remis dans le cadre de la procédure.
- Pièces générales :
 - Le CCAG-Maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) 2021, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, dans sa version en vigueur à la date de notification du marché, sous réserve des dérogations prévues par le présent CCAP ;
 - Le CCAG-Travaux 2021, pour les dispositions applicables à la mission DET, à l'AOR, et aux interactions MOE/MOE-travaux, dans la limite des renvois prévus par le CCAG-MOE ;
 - Le CCTG et normes DTU applicables à l'opération, dans leur version en vigueur au premier jour du mois précédant la date limite de remise des offres ;
 - L'ensemble des normes, textes réglementaires et prescriptions techniques applicables aux prestations.

2.2. Pièces à remettre au titulaire

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-MOE 2021 :

- La notification du marché peut ne comporter que l'acte d'engagement signé et ses annexes.
- L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité n'est remis au titulaire que sur demande écrite.
- L'ensemble des pièces particulières sont mises à disposition par le maître d'ouvrage exclusivement via le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

ARTICLE 3. FORME DE NOTIFICATION ET INFORMATIONS AU TITULAIRE

Cet article déroge à l'article 3.1 du CCAG MOE.

Pour les notifications au titulaire de ses décisions, observations ou informations, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et, le cas échéant, l'heure de leur réception :

- Profil de l'acheteur :
- Remise contre récépissé daté ;
- Par lettre recommandée avec accusé de réception postal ;
- Par échange dématérialisé ou support électronique.

Les notifications sont faites à l'adresse postale ou dématérialisée du titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social.

En outre, les demandes formulées oralement au titulaire et faisant courir un délai sont réputées prendre effet immédiatement, sous réserve de faire l'objet d'une confirmation écrite, le cas échéant par voie de compte-rendu.

ARTICLE 4. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

4.1. Protection de la main d'œuvre

Le titulaire doit remettre à tout moment à la demande de la maîtrise d'ouvrage :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France ;
- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Conformément à l'article 6 du CCAG MOE., le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

De plus, la coordination d'hygiène et de sécurité sera prévue dans les conditions de l'article 1.9 du présent CCAP.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

4.2. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG MOE.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil.

Le titulaire devra fournir, avant notification du marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra :

- S'il y a lieu, souscrire une police complémentaire, si celle existante n'est pas considérée comme
- Suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération ;
- Fournir une attestation de responsabilité civile décennale dans le mois suivant chaque déclaration d'ouverture de chantier, et à l'appui de sa demande de paiement finale ;
- Fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

Avant tout commencement d'exécution, le prestataire justifie qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités qu'il est susceptible d'encourir du fait de l'accomplissement de ses prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-MOE sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, le candidat sur le point d'être retenu ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, **avant la notification du marché et dans un délai de 10 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage**, une attestation de son/leur assureur justifiant être à jour des cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'exigence de la mission.

La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. Le candidat fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-MOE, aucune assurance des moyens mis à la disposition ne sera demandée au titulaire du présent marché.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

4.3. Obligations relatives à la sous-traitance

Le maître d'œuvre, architecte, ne peut donner en sous-traitance le projet architectural visé par la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977 qui « définit par des plans et documents écrits, l'implantation des bâtiments, leur composition, leur organisation et l'expression de leur volume ainsi que le choix des matériaux et des couleurs » (article 3 alinéa 2 de la loi du 3 janvier 1977 modifiée).

Les autres missions peuvent alors être sous-traitées, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant en application des dispositions fixées au chapitre II du Titre IV relatif à l'exécution du marché public du décret relatif aux marchés publics, ainsi que la loi du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-MOE.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître d'ouvrage.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG MOE.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- Une déclaration sur l'honneur indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de cas d'exclusions prévus aux articles L. 2141-1 à L.2141-5 ou L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la Commande Publique ;
- Une déclaration sur l'honneur qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail ;
- La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire, en application de l'article R. 2143-9 du Code de la Commande Publique ;
- La preuve d'une assurance pour les risques professionnels ou une déclaration appropriée de banques ;
- L'ensemble des pièces administratives (DC2, Kbis, Attestations fiscales et sociales, moyens humains, moyens matériels, références).

Conformément à l'article 30.1 du CCAG MOE, toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

ARTICLE 5. Durée du marché – délai d'exécution des prestations

5.1. Durée du marché

La durée du marché est de **29 mois (études sur 15 mois + travaux sur 14 mois) + 12 mois de Garantie de Parfait achèvement**. Le point de départ est la date de notification des entreprises.

5.2. Délais d'exécution

Le délai d'exécution de chaque élément de mission sont fixés comme suit :

<i>Phase</i>	<i>Durée</i>
DIAG	4 semaines
APS	9 semaines
APD + PC	10 semaines
PRO + DQD + DCE	13 semaines
ACT DCE	3 semaines
EXE	8 semaines
DET	14 mois
OPC	14 mois
SSI	14 mois
AOR - DOE	2 mois
GPA	12 mois

En cas d'augmentation motivée de la charge d'études, notamment du fait de demandes de diagnostics complémentaires ordonnés par le Maître d'Ouvrage, d'avis du Contrôleur Technique, du Coordonnateur SPS, des services instructeurs (ABF, Urbanisme), ou d'exigences techniques supplémentaires telles que celles liées au label CERQUAL, les délais intermédiaires contractuels (VISA, ordres de service, réponses aux observations, études modifiées) peuvent être ajustés d'un commun accord.

Cet ajustement n'a pas de caractère automatique. Il ne peut être accordé que si le titulaire démontre, par note argumentée ou éléments objectifs, que la charge supplémentaire a un impact direct sur les délais contractuels. Le Maître d'Ouvrage conserve la faculté de refuser un ajustement non justifié ou disproportionné.

Cet ajustement est destiné à garantir la cohérence entre la charge réelle de production des documents et les délais impartis, sans que cela ne puisse constituer un manquement du titulaire.

Le maître de l'ouvrage examine et donne son accord sur chaque dossier d'étude.

Si son acceptation est assortie d'observations et de remarques, le maître d'œuvre doit :

- Tenir compte de ces observations dans l'élaboration du projet, lorsqu'il s'agit du dossier d'études d'avant-projet,
- À l'issue de chaque phase de l'APS à la phase ACT, le maître d'ouvrage transmettra ses remarques et observations à l'équipe de Maîtrise d'œuvre qui aura à charge de les intégrer :
 - Soit à la phase suivante lorsque celles-ci sont assorties d'un avis de lancement de la phase suivante,
 - Soit, sans avis de lancement de la phase suivante, dans une version mise à jour du dossier dans un délai de 15 jours ouvrés.

- Remettre dans un délai de 30 jours ouvrables les dossiers rectifiés pour le dossier de consultation des entreprises comprenant les études de projet et d'exécution. En cas de non-respect de ce délai, les pénalités déterminées ci-dessus seront appliquées.

En phase APS au plus tard, l'Architecte des Bâtiments de France sera consulté pour un avis préalable sur le projet. Si cette consultation est assortie d'observations et de remarques, celles-ci devront être intégrées (selon leur nature) :

- Soit à la phase suivante lorsque celles-ci sont assorties d'un avis de lancement de la phase suivante par le MOA,
- Soit, sans avis de lancement de la phase suivante, dans une version mise à jour du dossier dans un délai de 15 jours ouvrés.

5.3. Réception des documents d'études

Par dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG MOE, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir. Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

<i>Phase</i>	<i>Support</i>	<i>N° d'exemplaires</i>
Diagnostic	Format informatique	Numérique seulement
Avant-Projet Sommaire	Format informatique	Numérique seulement
Avant-Projet Définitif	Format informatique	Numérique seulement
Permis de démolir / Permis de Construire / Déclaration Préalable de travaux	Format informatique	Règlementaire
<i>Phase</i>	<i>Support</i>	<i>N° d'exemplaires</i>
Études de Projet + DQD	Format informatique	Numérique seulement
Assistance pour la passation des contrats de travaux (DCE)	Format informatique	Numérique seulement
Assistance pour la passation des contrats de travaux (Analyse candidatures et offres)	Format informatique	Numérique seulement
Assistance pour la passation des contrats de travaux (dossier marché)	Format informatique	Numérique seulement
Études d'exécution intégrales	Format informatique	Numérique seulement
Coordination des systèmes de sécurité incendie	Format informatique	Numérique seulement
Assistance lors des opérations de réception + DOE	Format informatique	Numérique seulement

Support dématérialisé - Formats : Adobe AR (.pdf), Word (.docx), Excel (.xlsx), Autocad (dwg).

En application de l'article 20.2 du CCAG MOE, la décision par le maître d'ouvrage d'admission en l'état ou avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 2 mois.

Ce délai court à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document d'étude à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 du CCAG MOE.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

5.4. Vérifications et décisions

La décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents ci-dessus, interviendra dans les conditions prévues à l'article 21 du CCAG MOE.

Toutefois, par dérogation à l'article 21.1 du CCAG MOE, le maître d'ouvrage pourra également prononcer une décision de « réception avec réserves » s'il estime que les réserves qu'il émet sont susceptibles d'être prises en compte dans le cadre de la phase d'étude ultérieure.

Par dérogation à l'article 21.2 du CCAG MOE, la décision d'ajournement concernant la réception des prestations pourra inviter le titulaire à présenter les prestations mises au point dans un délai inférieur à 20 jours.

5.5. Délais d'exécution

Par dérogation à l'article 15 du CCAG MOE, le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- 1^{er} élément : date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de la notification du marché ;
- **DIAG, APS, APD, PRO** : date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre du prononcé de la réception du document d'études le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération ;
- **Dossiers de demande du permis de construire et/ ou autres autorisations administratives associées** : date de la notification de la décision de réception, de réception avec réfaction ou de réception avec réserves de l'APD, ou d'un ordre de service ultérieur si la décision le prévoit ;
- **ACT analyses des candidatures puis des offres** : à compter de leur mise à disposition du maître d'œuvre ;
- **ACT négociation des marchés** : à compter de la décision de procéder à des négociations ;
- **ACT mise au point des marchés** : à compter de la décision d'attribution des marchés ;
- **Décomptes mensuels des marchés de travaux** : Le maître d'œuvre doit vérifier le projet de décompte mensuel de l'entrepreneur et établir l'état d'acompte de telle sorte qu'il soit reçu par le maître d'ouvrage ou son représentant au plus tard 5 jours ouvrés à compter de la date de l'accusé de réception du projet de décompte ou du récépissé de remise.
- **Décompte général des marchés de travaux** : Le maître d'œuvre doit établir le décompte général de l'entrepreneur de telle sorte qu'il soit reçu par le maître d'ouvrage ou son représentant au plus tard 5 jours ouvrés à compter de la date de l'accusé de réception du projet de décompte final ou du récépissé de remise.
- **Mémoires de réclamation** : Le délai d'instruction des mémoires de réclamation par le maître d'œuvre est de 20 jours ouvrés à compter de la date à laquelle il les a reçus.
- **Visas** : Le statut donné par le maître d'œuvre sur un document d'exécution qui lui est soumis par un entrepreneur (plan d'exécution, plan de synthèse, note de calcul, etc.) doit être unique (c'est à dire valant pour tous les intervenants du maître d'œuvre) et délivré dans un délai maximum de 10 jours ouvrés comptés à partir de la réception du document par le maître d'œuvre.
- **Ordres de services** : Les ordres de service émis par la Maîtrise d'Œuvre sont exclusivement des ordres de nature technique, n'ayant aucune incidence financière, contractuelle ou calendaire sur les marchés de travaux. Ils ne peuvent porter que sur l'organisation, la coordination, la production ou la mise en conformité des documents techniques. Tout ordre de service ayant un impact financier, calendaire ou modifiant le marché relève du seul Maître d'Ouvrage, conformément à l'article 3.8 du CCAG-MOE.

Le délai d'établissement des ordres de service aux entrepreneurs est de 5 jours ouvrés à compter de la disponibilité des éléments et décisions préalables nécessaires.

Le délai de notification des ordres de service modifiant les prestations d'un marché de travaux est de 5 jours ouvrés à compter de la réception du visa du maître d'ouvrage.
- **Sous-traitance** : Le maître d'œuvre doit formuler un avis motivé sur toute demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement d'un sous-traitant présentée en cours d'exécution du ou des marchés de travaux dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception du dossier de demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement.
- **Etudes complémentaires** : Le maître d'œuvre doit effectuer et transmettre une étude complète portant sur une modification mineure du projet et sur ses incidences techniques et financières dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la demande du maître d'ouvrage ou son représentant pour la production de la fiche de travaux modificatifs.

Le maître d'œuvre doit répondre à une question d'un entrepreneur qui conditionne l'avancement des études d'exécution ou des travaux dans un délai de 5 jours ouvrés suivant la réception de cette question.

- **DOE et DIUO :** Le maître d'œuvre doit constituer et analyser le DOE dans un délai de 1 mois à compter de la remise des éléments par chaque entrepreneur.

Le maître d'œuvre doit fournir son avis sur le DIUO dans un délai de 2 semaines à compter de sa remise par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

- **Garantie de parfait achèvement :** Le maître d'œuvre doit adresser au maître d'ouvrage ou son représentant un état constatant qu'il a été remédié par le ou les titulaires du ou des contrats de travaux aux réserves dont était assortie la décision de réception dans un délai de 15 jours ouvrés suivant l'expiration du délai dont disposait l'entreprise pour y remédier.

En ce qui concerne les désordres apparus postérieurement à la réception, le maître d'œuvre devra :

- Dresser un constat assorti de son avis et saisir l'entreprise dans un délai de 2 jours ouvrés à compter du signalement du désordre ;
- Informer le maître d'ouvrage ou son représentant de l'état de résolution des désordres dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de l'expiration du délai laissé à l'entreprise pour y remédier.

Le maître d'œuvre doit adresser au maître d'ouvrage ou son représentant un rapport de visite à la fin des premiers et troisième trimestre de GPA, ainsi qu'un rapport détaillé à l'issue de la GPA. Ces rapports doivent être fournis respectivement avant la fin du 4^e mois de GPA, avant la fin du 10^e mois de GPA et avant la fin du mois suivant l'expiration du délai de GPA.

5.6. Vérification des projets de décompte mensuels des entrepreneurs

Le maître d'œuvre est tenu de respecter le circuit dématérialisé mis en place par le maître d'ouvrage pour le paiement des décomptes. Les modalités du maître d'ouvrage seront transmises ultérieurement.

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 12 du CCAG applicable aux marchés de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 à la vérification des projets de décompte mensuels établis par l'entrepreneur. Après vérification le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux de 2021 le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître d'ouvrage ou à son représentant en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le maître d'œuvre est tenu de faire figurer dans l'état de règlement la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise.

5.7. Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

Le maître d'œuvre est tenu de respecter le circuit dématérialisé mis en place par le maître d'ouvrage pour le paiement des décomptes. Les modalités du maître d'ouvrage seront transmises ultérieurement.

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux le décompte général.

Le maître d'œuvre est tenu de faire figurer dans l'état de règlement la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise.

ARTICLE 6. Prix et règlement

6.1. Contenu des prix

Les prix du marché sont traités à prix forfaitaires, sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire annexée à l'acte d'engagement.

6.2. Forfait de rémunération

Le forfait de rémunération est fixé à l'acte d'engagement. Il est provisoire, pour l'ensemble des missions de base uniquement, jusqu'à l'avant-projet définitif. Ce forfait devient définitif par avenant à l'issue de l'APD.

Les modalités de fixation de la rémunération définitive du maître d'œuvre sont définies à l'acte d'engagement.

*Les prix du marché sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation. Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques **du mois de remise des offres**. Ce mois est appelé "mois zéro" (Mo).*

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument au remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois « Mo » (mois zéro).

6.3. Modalités de variation des prix

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0,15 + 0,85 \times \text{ING}(n) - 3 \text{ mois} / \text{ING}(o) - 3 \text{ mois}]$$

Dans laquelle :

- $P(n)$ → prix révisé – 3 mois
- $P(o)$ → prix initiale réputé, établi sur la base des conditions économiques du « mois zéro » – 3 mois

Les index utilisés ont les suivants :

- ING → Index Ingénierie diffusé par l'INSEE (Missions Ingénierie et Architecture)

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Les révisions de prix doivent être appliquées sur chaque situation présentée.

Si l'indice définitif n'était pas encore connu au moment de l'établissement de la note d'honoraires, il est possible d'appliquer un indice provisoire. Aussi lorsqu'une révision ou une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune actualisation ou révision avant l'actualisation ou la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

6.4. Prestations supplémentaires

Le maître d'ouvrage pourra demander au maître d'œuvre d'exécuter des prestations supplémentaires à celles prévues au moment de la passation du marché et devenues nécessaires en cours d'exécution du marché conformément à l'article 14 du CCAG MOE.

6.5. Modalités de règlement au titulaire

6.5.1. Régime de paiements

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par les articles R.2191-21 et R.2191-22 du Code de la Commande Publique. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché.

6.5.2. TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code Général des Impôts.

6.5.3. Modalités de règlement de l'acompte

Les modalités de règlement des comptes seront réglées au titulaire selon les dispositions de l'article 11 du CCAG MOE.

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé en fonction de la décomposition du prix global et forfaitaire du présent marché.

6.5.4. Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 6.6 du présent CCAP, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies.

➤ A) État périodique :

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission. Il sert de base à l'établissement par le maître d'œuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

➤ B) Projet de décompte périodique :

Le maître d'œuvre envoie au maître de l'ouvrage, son projet de décompte périodique selon l'article 12 CCAG MOE.

6.5.5. Contenu de la demande de paiement

La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;

- Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés, si la prestation ou la partie de prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas achevée. Il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de la prestation conformément à la décomposition des prix du marché ;
- L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- Les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 5 du présent CCAP.
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- Le taux et le montant de la tva ;
- Les montants et taux de tva légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le montant total ttc des prestations exécutées ;
- La date de facturation.

En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique, chaque cotraitant doit fournir une facture en sus du tableau récapitulatif du mandataire ;

En cas de sous-traitants, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant ttc ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les demandes de paiement sont libellées au nom du maître de l'ouvrage à l'adresse suivante :

Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Créteil
70, avenue du général de Gaulle
94000 Créteil

Les demandes de paiement devront être déposées sur le portail Chorus PRO.

6.5.6. Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant est évalué en prix de base hors TVA, il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte-tenu des prestations effectuées ;
- Les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 7 du présent CCAP.

Acceptation de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur :

- Le maître de l'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.
- Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêter au maître d'œuvre.

6.5.7. Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- 1) Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;
- 2) L'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article 6.4 du présent CCAP sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente ;

- 3) L'incidence de la TVA ;
- 4) Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1, 2 et 3 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

6.5.8. Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Le décompte final établi par le maître de l'ouvrage comprend :

- 1) Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
- 2) La pénalité éventuelle pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage, telle que définie à l'article 7 du présent CCAP ;
- 3) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché ;
- 4) La rémunération en prix de base, hors T.V.A. due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ;

Cette rémunération étant égale au poste A) diminué des postes B) et C) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- 1) Le décompte final ci-dessus ;
- 2) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- 3) Le montant, en prix de base hors T.V.A., du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- 4) L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- 5) L'incidence de la T.V.A. ;
- 6) L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c), d) et e) ci-dessus ;
- 7) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'œuvre.

➤ En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement ;
- Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG MOE.

➤ En cas de sous-traitance :

- Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître de l'ouvrage ;
- En cas de désignation de sous-traitants en cours de marché, l'acceptation du ou des sous-traitants ainsi que l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître de l'ouvrage se feront dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 et R.2193-9 du Code de la commande publique.

-

6.5.9. Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et à ses sous-traitants ;
- Au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

6.5.10. Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique.

6.5.11. Intérêts moratoires

Conformément aux articles R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la Commande Publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points, plus une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement.

6.6. Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes, dans les conditions suivantes :

6.6.1. Pour l'exécution des missions DIAG

Les prestations incluses dans cet élément font l'objet d'un règlement après achèvement total de la mission et réception prononcée par le maître d'ouvrage.

6.6.2. Pour l'exécution de la mission APS

Les prestations incluses dans cet élément font l'objet d'un règlement après achèvement total de l'APS et réception prononcée par le maître d'ouvrage.

6.6.3. Pour l'exécution de la mission APD / PC

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- Après dépôt auprès de l'administration de la dernière demande d'autorisation administrative : 15 %
- Après achèvement total de l'APD et réception prononcée par le maître d'ouvrage : 75 %
- Après obtention de la dernière autorisation administrative : 10 %.

6.6.4. Pour l'exécution de la mission PRO + DQD

Les prestations incluses dans ces éléments font l'objet d'un règlement après achèvement total du PRO+DQD et réception prononcée par le maître d'ouvrage.

6.6.5. Pour l'exécution de la mission ACT

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- Après réception prononcée par le maître d'ouvrage du dossier de consultation des entreprises du ou des marchés de travaux : 25 % ;
- Après réception prononcée par le maître d'ouvrage du rapport d'analyse des candidatures des entreprises pour le ou les marchés de travaux : 10 % ;
- Après réception prononcée par le maître d'ouvrage du rapport d'analyse des offres des entreprises à l'issue de la consultation pour le ou les marchés de travaux : 30 % ;
- Après négociation ou mise au point du ou des marchés de travaux attribués : 25 % ;
- Le cas échéant pour le ou les autres marchés de travaux non attribués (procédure infructueuse ou sans suite), après réception prononcée par le maître d'ouvrage du dossier de consultation des entreprises, des rapports d'analyse et des éléments de négociation ou mise au point du ou des derniers marchés de travaux concernés : 10 %. Dans le cas où aucun marché ne serait infructueux ou sans suite, ces 10 % s'ajoutent aux 25 % de la partie négociation ou mise au point du ou des dernier(s) marchés de travaux.

6.6.6. Pour l'exécution de la mission VISA

Les prestations de cet élément sont réglées comme suit :

- En fonction du pourcentage d'avancement des études d'exécution et de synthèse proposé par le maître d'œuvre. Ce pourcentage, après accord du maître d'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant : 95% ;
- À la réception des ouvrages : 5 %.

6.6.7. Pour l'exécution de la mission EXE

Les prestations incluses dans l'élément de mission EXE sont réglées, sous forme d'acomptes, sans que ceux-ci ne puissent excéder les seuils suivants :

- À l'issue de la phase PRO et à l'achèvement de 70 % des études d'exécution nécessaires à la consultation des entreprises : 70%,
- Au cours de l'avancement des travaux et à l'achèvement des études d'exécution découlant d'une coordination dimensionnelle nécessaire avec les attributaires des marchés de travaux : 20%.

L'équipe de maîtrise d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération pour la réalisation d'études ou de plans de la part des entreprises, hormis les éventuelles missions complémentaires confiées par le maître d'ouvrage.

Le solde de cet élément sera réglé sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécution, plan de synthèse, réalisés par le maître d'œuvre.

6.6.8. Pour l'exécution de la mission DET

Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées comme suit :

- En fonction du délai des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement à la durée des travaux : 85 %.
 - *En cas de la prolongation du fait du Maître d'œuvre, les acomptes seront réajustés aux nouvelles durées des travaux.*
 - *En cas de retard du maître d'ouvrage, les modalités de paiement seront revues dans les conditions de l'article 26 du CCAG MOE.*
- À la notification des décomptes généraux des marchés de travaux : 10 % ;

- En l'absence de réclamation, ou après épuisement du traitement des réclamations : 5 %.

6.6.9. Pour l'exécution de la mission AOR

Les prestations incluses dans l'élément de mission AOR sont réglées comme suit :

- A l'issue des opérations préalables à la réception : à la date d'accusé de réception par le maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception : 20 % ;
- A la remise du dossier des ouvrages exécutés et dossier de maintenance : 40 % ;
- A l'achèvement des levées de réserves : 20 % ;
- A la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44-1 du CCAG applicable aux marchés de travaux 2021 ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage, en application du 44.2. Dudit CCAG travaux 2021 : 20 %.

6.6.10. Pour l'exécution de la mission SSI

Les prestations incluses dans l'élément de mission SSI sont réglées sous forme d'acomptes, sans que ceux-ci ne puissent excéder les seuils suivants :

- Après réception du dossier complet en phase APS : 5 % ;
- Après réception du dossier complet en phase APD : 5 % ;
- Après réception du dossier complet en phase PRO : 10 % ;
- En fonction du délai des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement à la durée des travaux : 60 % ;
- Après la remise du dossier d'identité SSI : 10 %
- Après levée des réserves du SSI : 10 %.

6.6.11. Pour les prestations supplémentaires dont le contenu est fixé par ordre de service

Ces prestations supplémentaires seront réglées après leur achèvement et selon les modalités prévues dans l'ordre de service le cas échéant.

6.7. Avance

Le présent article déroge à l'article 11 du CCAG MOE.

Une avance pourra être versée au titulaire et/ou à ses sous-traitants si ceux-ci l'ont acceptée et si le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R.2191-6 et R.2191-10 du Code de la Commande Publique. Elle est égale à 5,00 % du montant initial du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la Commande Publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65,00 % du montant TTC du marché.

L'avance ne pourra être versée qu'après constitution de la garantie à première demande prévues par l'article R.2191-36 du Code de la Commande Publique. Cette garantie à première demande ne pourra pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

ARTICLE 7. PÉNALITÉS

Le présent article déroge à l'article 16 du CCAG MOE.

Le maître d'œuvre n'est pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché, leur montant n'est pas plafonné.

Les pénalités seront appliquées de plein droit après constatation du retard sans mise en œuvre du principe de contradiction prévu.

Les pénalités suivantes sont cumulatives.

7.1. Pénalités sur les documents d'études

Les pénalités suivantes sont prévues :

- En cas de retard dans la présentation des documents d'étude, le maître d'œuvre subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est à :

Diagnostic	200 €
Études d'avant-projet	200 €
Dossier de permis de construire ou Déclaration préalable de travaux	300 €
Etudes de projet	150 €
Etudes d'exécution	200 €
Etablissement du DCE	200 €
Rapport d'analyse	200 €
Dossier des ouvrages exécutés	150 €

7.2. Pénalités pour la phase travaux

Le montant des pénalités en cas de retard est défini ainsi :

- Si le délai maximal d'intervention pour vérifier le projet de décompte mensuel n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés est fixé à 1/1 000ème du montant, en prix de base, de l'acompte de travaux correspondant.
- Si le délai maximal d'intervention pour vérifier le décompte général n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 1/1 000^e du montant du décompte général.
- En cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à 500€.
- En cas de retard dans la production d'un ordre de service, le maître d'œuvre encourt sur ses créances une pénalité dont le montant est de 200 euros HT par jour calendaire de retard.
- En cas de retard dans la production d'une fiche de travaux modificatifs (FTM), le maître d'œuvre encourt sur ses créances une pénalité dont le montant est de 200 euros HT par jour calendaire de retard.
- Si le formalisme imposé par le maître de l'ouvrage pour les projets de décompte mensuel ou les décomptes généraux n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés est fixé à 300€ par document.

Dans tous les cas, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté d'effectuer ou de faire effectuer, après mise en demeure, les prestations aux frais du défaillant.

7.3. Pénalités diverses

Les pénalités suivantes sont prévues :

- Pénalités pour absence aux réunions : 200 € HT par absence.
- Pénalités pour sous-traitance non-déclarée : 10 % du montant du marché. Toutefois, ce montant ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.
- Pénalité pour non-respect d'un engagement économique du maître d'œuvre à l'article 8 du CCAP.

Les pénalités prévues au présent article sont plafonnées par phase technique. Le montant cumulé des pénalités applicables à une même phase (études, ACT, EXE, DET, AOR) ne pourra excéder 10 % du montant de rémunération afférent à ladite phase.

En outre, lorsque des éléments non imputables au Maître d'Œuvre augmentent la charge de travail ou modifient les délais contractuels (avis du Contrôleur Technique, prescriptions SPS, demandes d'investigations complémentaires, avis ABF, révisions du programme, etc.), les pénalités liées aux délais intermédiaires (VISA, FTM, OS, études modifiées, DOE) ne sont applicables qu'après ajustement formalisé par Ordre de Service, pris d'un commun accord entre le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre.

Cet ajustement vise à garantir l'adéquation entre la charge réelle des prestations et les délais impartis, et à éviter tout cumul excessif ou disproportionné de pénalités.

ARTICLE 8. ENGAGEMENTS ÉCONOMIQUES DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Le présent article déroge à l'article 13 du CCAG MOE.

8.1. Définitions

Le coût des travaux peut évoluer lors de l'établissement des études et de la réalisation des travaux.

Afin de vérifier les engagements du maître d'œuvre, le coût des travaux est défini aux stades suivants :

- **C (0)** : correspondant à l'enveloppe financière des travaux, est fixé à **10 613 100 € HT (février 2026) dont 906 500€ HT de mobilier**, conformément aux données du programme et au règlement de consultation ;
- **C (APD)** : Coût prévisionnel définitif des travaux - arrêté à l'APD ;
- **C (réf concurrence)** : Coût de référence des travaux tel qu'il résulte de la consultation des entreprises pour les marchés de travaux ;
- **C (réf notifié)** : Coût de référence des travaux fixé à la notification des marchés de travaux ;
- **C (d-pc)** : Coût définitif des travaux dit « à programme constant » lors de l'établissement des Décomptes Généraux et Définitifs des marchés de travaux ;
- **Ti** : Les taux de tolérance, où i varie de 1 à 3, sont définis à l'article 3 de l'Acte d'Engagement ;
- **Si** : Les seuils de tolérance, où i varie de 1 à 3 sont définis au CCAP.

8.2. Évolutions de projet

8.2.1. Définitions des travaux supplémentaires ou modificatifs

Lors des études et des travaux, à charge de l'équipe de maîtrise d'œuvre et en accord avec le maître de l'ouvrage, les modifications dans la consistance du projet seront classées dans l'une des trois catégories ci-après :

- A - modifications dans la consistance du projet qui s'imposent au maître de l'ouvrage (aléas résultant de la nature du sol, exigences d'administrations locales, modifications de réglementation etc.) ;
- B - modifications dans la consistance du projet résultant de modifications du programme ou de dispositions techniques demandées par le maître de l'ouvrage ;
- C - modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre en cours d'exécution par suite d'imprévisions ou d'imprécisions dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

8.2.2. Modifications de catégories « A » et « B »

Lorsqu'elles interviennent lors des études, ces modifications seront estimées par le concepteur aux conditions économiques du mois m0 du présent marché de maîtrise d'œuvre. Lorsqu'elles interviennent lors des travaux, ces modifications seront chiffrées par les entreprises et leur coût ramené aux conditions économiques en vigueur au mois Mo du présent marché.

L'incidence financière de ces modifications de catégories A et B sera prise en compte :

- Dans l'estimation prévisionnelle provisoire des travaux lorsqu'elles interviennent lors des études ;
- Dans le coût des travaux résultant des contrats de travaux lorsqu'elles interviennent lors des travaux.

La modification de la rémunération forfaitaire sera demandée par le Maître d'œuvre et interviendra ultérieurement par avenant au marché de maîtrise d'œuvre. Cet avenant sera établi en fonction de la nature et du montant des travaux à réaliser et des éléments de mission en lien avec les travaux modificatifs.

La fiche modificative dont le modèle est imposé par le maître de l'ouvrage et approuvée par lui doit être préalable à tout accord donné par le maître d'œuvre aux entreprises. Dans le cas contraire la modification est considérée comme relevant de la catégorie C. Le maître d'œuvre devra supporter toute conséquence ultérieure dédits travaux.

8.2.3. Modifications de catégorie « C »

L'incidence financière des modifications de catégorie C ne pourra en aucun cas (y compris lorsque les travaux seront exécutés avec l'accord du maître de l'ouvrage) donner droit, par le maître d'œuvre, à une demande de modification de son forfait de rémunération.

La fiche modificative dont le modèle est imposé par le maître de l'ouvrage et approuvée par lui doit être préalable à tout accord donné par le maître d'œuvre aux entreprises. Dans le cas contraire, le maître d'œuvre devra supporter toute conséquence ultérieure des dits travaux.

8.3. Avant la passation des marchés de travaux

8.3.1. Conditions économiques d'établissement

L'enveloppe financière affectée aux travaux C (0) est réputée établie sur la base des conditions économiques du « mois zéro » (Mo) fixé à l'article 2 de l'Acte d'Engagement.

Pour la comparaison des évolutions du coût des travaux, celui-ci est ramené aux conditions économiques du mois zéro du marché de maîtrise d'œuvre.

Par ailleurs, la comparaison des évolutions du coût des travaux s'effectue à programme constant, c'est à dire en soustrayant du coût des travaux les coûts des modifications de programme des catégories A et B visées à l'article 8.2 du présent CCAP.

Au cours des phases d'études, si le maître d'œuvre constate que le coût prévisionnel des travaux tel qu'il résulte des études proposées par lui-même est supérieur à la part affectée aux travaux C (0) (pour l'APS ou l'APD) ou supérieur à C (APD) (pour le PRO), le maître d'œuvre doit immédiatement le signaler au maître d'ouvrage et adapter ou reprendre ses études.

A l'issue des phases d'études, si maître d'ouvrage considère que le coût prévisionnel des travaux tel qu'il résulte des études proposées par le maître d'œuvre est supérieur à la part affectée aux travaux C (0) (pour l'APS ou l'APD) ou supérieur à C (APD) (pour le PRO), le maître d'ouvrage peut prononcer une décision d'ajournement ou de rejet à ce seul motif, le maître d'œuvre devant alors reprendre à ses frais ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière prévisionnelle.

8.3.2. 1^{er} seuil de tolérance

Le 1^{er} seuil de tolérance (S1) est égal à l'enveloppe financière affectée aux travaux C (0) majorée du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'Acte d'Engagement.

Il correspond à un engagement du maître d'œuvre sur cette enveloppe et sa comparaison avec le coût prévisionnel définitif des travaux du projet au stade APD (T1).

Soit :

$$S1 = (T1 + 1) * C (0)$$

Si le coût prévisionnel des travaux proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations relatives à cet élément est supérieur au 1^{er} seuil de tolérance (S1), le maître de l'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

8.3.3. Coût prévisionnel définitif des travaux C (APD)

Après réception de l'Avant-Projet Définitif par le maître de l'ouvrage, une modification de marché fixe le montant du coût prévisionnel définitif des travaux C (APD) que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

Cet avenant fixe également la rémunération définitive du marché de Maîtrise d'œuvre.

Cette modification est applicable en cas d'augmentation ou de diminution de l'estimatif APD par rapport à l'estimatif initial des travaux.

2^e seuil de tolérance

Le 2^e seuil de tolérance (S2) est égal au coût prévisionnel définitif des travaux C (APD) majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'Acte d'Engagement(T2).

Il correspond à un engagement du maître d'œuvre sur ce coût des travaux fixé à l'issue de l'APD et sa comparaison avec le résultat de la consultation des entreprises, désigné coût de référence des travaux à l'article ci-après.

Soit :

$$S2 = (T2 + 1) * C (APD)$$

L'avancement des études permet au maître d'œuvre de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel définitif des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître de l'ouvrage le lui demande.

8.3.4. Coût de référence des travaux C (réf)

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation des entreprises C (réf concurrence).

Ce coût est le total des montants des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître de l'ouvrage.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance ($C (\text{réf concurrence}) > S2$), le maître de l'ouvrage peut :

- 1^e cas : Soit poursuivre l'exécution de l'opération sans relancer de consultation des entreprises. Dans ce cas le maître d'œuvre ne percevra aucune rémunération complémentaire.
- 2^e cas : Soit décider de déclarer la consultation infructueuse.
- 3^e cas : Soit un mixte des 2 solutions en cas d'allotissement (certains lots étant attribués, d'autres lots faisant l'objet d'une nouvelle consultation des entreprises).

Dans les 2^e et 3^e cas, le maître de l'ouvrage peut alors demander la reprise des études pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à des offres respectant le seuil de tolérance. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou engager une nouvelle négociation.

Le coût de référence des travaux C (réf notifié) est le coût qui résulte de contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation de la totalité des travaux. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Dans le cas où C (réf notifié) $> S2$, le maître d'œuvre ne percevra aucune rémunération complémentaire.

Un Ordre de Service fixe ce coût et le planning de référence des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

8.4. Après la passation des marchés de travaux

8.4.1. Conditions économiques d'établissement

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « mois zéro » (Mo) des marchés de travaux.

Pour la comparaison des évolutions du coût des travaux en phase DET et AOR, celui-ci est ramené aux conditions économiques du mois zéro des marchés de travaux.

Par ailleurs, la comparaison des évolutions du coût des travaux s'effectue à programme constant, c'est à dire en soustrayant des DGD les coûts des modifications de programme des catégories A et B visées à l'article 8.1 du présent CCAP.

8.4.2. 3^e seuil de tolérance

Le 3^e seuil de tolérance (S3) est égal au C (réf notifié) des travaux majorés du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'Acte d'Engagement (T3).

Soit :

$$S3 = (T3 + 1) * C \text{ (réf notifié)}$$

8.4.3. Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus (C (DGD-PC) $> S3$), le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux définitif de rémunération selon les modalités définies à l'acte d'engagement.

Soit :

$$\text{Pénalité} = [C \text{ (DGD-PC)} - S3] * T(\text{def})$$

Le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des phases DET et AOR.

8.4.4. Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 8.4.2 du CCAP, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

ARTICLE 9. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1. Ordres de service

Dans le cadre de l'élément de mission direction de l'exécution des travaux (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination du titulaire.

Les ordres de service (OS) doivent être écrits, signés, datés et numérotés et adressés à l'opérateur économique concerné dans un délai de 5 jours à compter de l'évènement appelant l'émission de cet OS dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG Travaux applicable aux marchés de travaux 2021.

En cas de retard, le maître d'œuvre encourt sur ses créances une pénalité dont le montant est précisé à l'article 7.2 du CCAP.

Cependant, en aucun cas, le maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de service relatifs :

- À la notification de la date de commencement des travaux ;
- Au passage à l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- À la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus ;
- À l'accord pour engager des travaux qui n'auraient pas été approuvés par le Maître de l'Ouvrage soit par une FTM soit par une modification de marché.

Le maître d'œuvre reste toutefois en charge de préparer ces ordres de services qui seront émis par le maître d'ouvrage.

9.2. Suivi de l'exécution des travaux

Conformément aux dispositions du présent CCAP, la direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Il est tenu de faire respecter par les entreprises l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

Le délai pour l'établissement des Fiches de Travaux Modificatifs est de 5 jours à compter de l'évènement appelant l'émission d'une FTM. En cas de retard le maître d'œuvre encourt sur ses créances une pénalité dont le montant est précisé à l'article 7.2 du CCAP.

9.3. Arrêt de l'exécution des prestations

Cet article déroge aux articles 27 et 31 du CCAG MOE.

9.3.1. Arrêt en fin de partie technique

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques pour chaque élément de mission tel que défini au présent C.C.A.P.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché. Dans ce cas le maître d'œuvre ne perçoit pas d'indemnité.

9.3.2. Arrêt en cours de partie technique

Lorsque le maître de l'ouvrage décide d'arrêter la prestation en cours de partie technique ou de résilier en tout ou partie le marché en cours d'exécution d'une partie technique, les prestations exécutées seront rémunérées pour chaque élément de mission tel que défini au présent C.C.A.P.

9.4. Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement prévue à l'article 44.1 2^e alinéa du CCAG Travaux 2021 ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG MOE et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

9.5. Utilisation des résultats

Il est entendu que les résultats au sens du présent marché s'entendent également, par dérogation à l'article 24.1 du CCAG MOE, des résultats et prestations qui seraient inachevés, qu'ils aient ou non été payés par le maître d'ouvrage, au jour de la résiliation anticipée ou de la défaillance de l'un des membres du groupement lorsque le maître d'œuvre est un groupement de personnes.

Le titulaire du marché s'engage à ne pas faire obstacle à l'utilisation, par le maître d'ouvrage, de ses résultats ou prestations inachevés, en ne divulguant pas ces prestations au motif de leur inachèvement. Il s'engage à transférer au maître de l'ouvrage tous les résultats, prestations, travaux et ébauches de travaux réalisés en exécution du marché.

Conformément aux dispositions du CCAG, en contrepartie de la rémunération versée, le maître d'œuvre concède à titre non exclusif au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché, le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats dans les conditions fixées au CCAG ainsi que celles précisées par le présent CCAP.

Par ailleurs, au titre du présent marché, le maître d'ouvrage dispose du droit de rétrocéder aux tiers de son choix, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des droits cédés dans la limite des besoins découlant du marché.

ARTICLE 10. RESILIATION

Le présent article déroge aux articles 27 à 32 du CCAG MOE.

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 27 et 30 CCAG MOE, la fraction des prestations déjà accomplie par le maître d'œuvre et acceptée par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10%. Toutefois dans le cas de résiliation à la suite du décès ou à l'incapacité civile du titulaire, les prestations sont réglées sans abattement.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG MOE, le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé au présent CCAP ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel selon l'article 30 CCAG MOE.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la Commande Publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE 11. LITIGES ET DIFFERENDS

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 4.1 du CCAG MOE par l'article 2 du CCAP.
- Dérogation à l'article 3.1 du CCAG MOE par l'article 3 du CCAP.
- Dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG MOE par l'article 5.3 du CCAP.
- Dérogation à l'article 21.1 du CCAG MOE par l'article 5.4 du CCAP.
- Dérogation à l'article 21.2 du CCAG MOE par l'article 5.4 du CCAP.
- Dérogation à l'article 15 du CCAG MOE par l'article 5.5 du CCAP.
- Dérogation à l'article 11 du CCAG MOE par l'article 6.7 du CCAP.
- Dérogation à l'article 16.2 du CCAG MOE par l'article 7 du CCAP.
- Dérogation à l'article 13 du CCAG MOE par l'article 8 du CCAP.
- Dérogation à l'article 27 et 31 du CCAG MOE par l'article 9.3 du CCAP.
- Dérogation à l'article 24.1 du CCAG MOE par l'article 9.5 du CCAP.
- Dérogation aux articles 27 à 32 du CCAG MOE par l'article 10 du CCAP.